

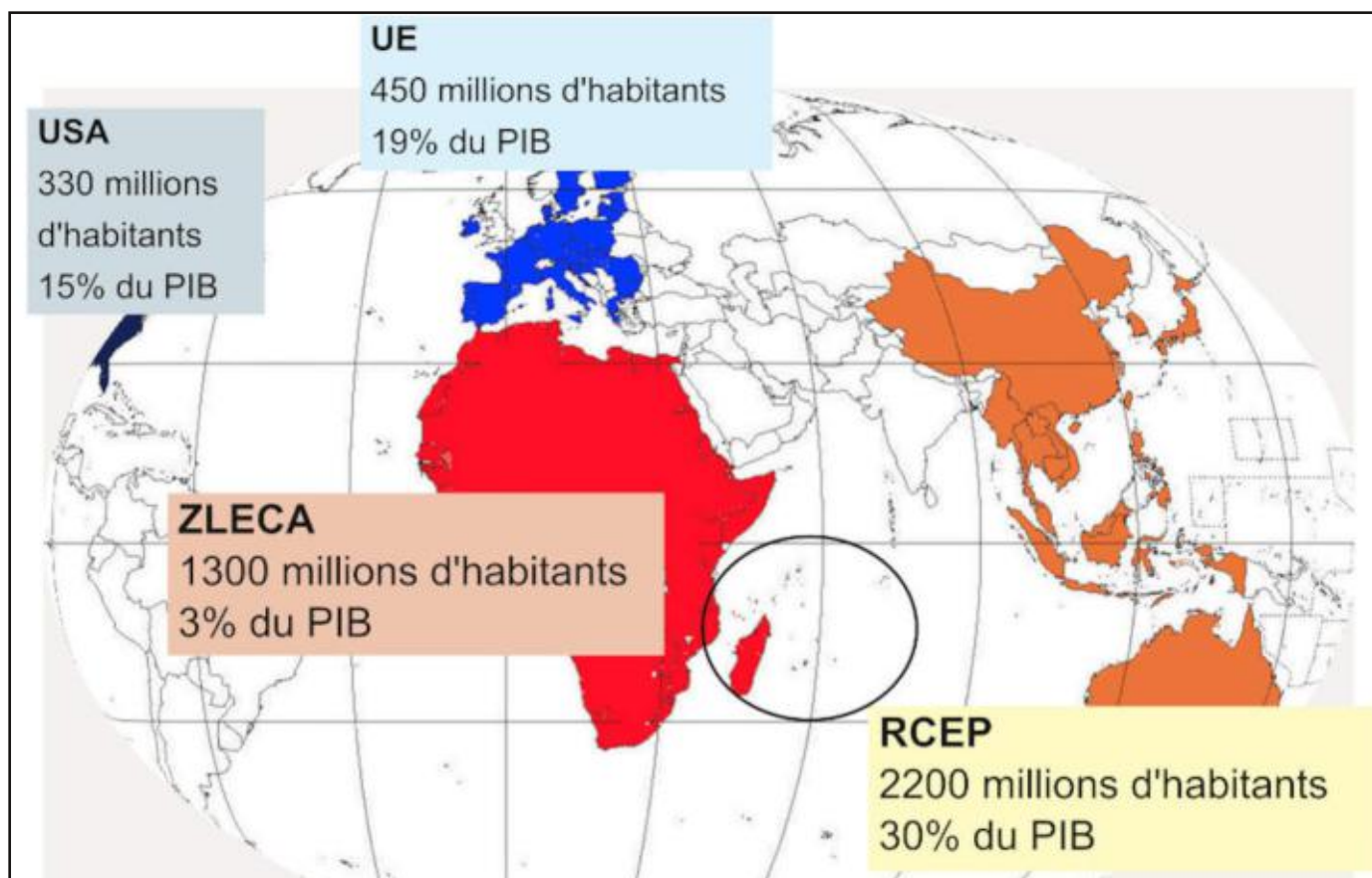
Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22021 - 81ÈME ANNÉE

Alors que 80 % de nos échanges se font hors de notre région

Initiative pour renforcer les relations commerciales entre La Réunion, Maurice, Comores et Madagascar



Dans les îles de l'Afrique australe situées dans l'océan Indien, 80 % de nos échanges se font hors de notre région. Malgré des économies complémentaires, la coopération reste marginale. À La Réunion, Maurice, Comores et Madagascar, l'heure est venue de rompre avec cette dépendance et de bâtir enfin des chaînes de valeur régionales. C'est le sujet d'une initiative soutenue par l'AFD les 6 et 9 mars 2026 à La Réunion et à Maurice.

Dans les îles de l'Afrique australe situées dans l'océan Indien, le constat est implacable : près de 80 % des échanges commerciaux des îles se font encore en dehors de leur propre région. Autrement dit, nous commerçons davantage avec l'Europe ou l'Asie qu'avec nos voisins immédiats de la COI. Cette aberration économique est aussi un symptôme politique : celui d'un modèle extraverti, hérité de l'histoire coloniale, qui continue d'orienter nos flux vers le Nord plutôt que vers notre environnement naturel.

Constituer un véritable pôle économique régional

Pourtant, les complémentarités existent. La Réunion dispose d'un accès facile aux abondants fonds français et européens, de compétences techniques, d'infrastructures et d'un tissu entrepreneurial structuré. Maurice a développé des savoir-faire financiers et industriels. Madagascar offre un immense potentiel agricole et humain. Les Comores représentent un pont stratégique au nord du canal du Mozambique. Ensemble, ces territoires pourraient constituer un véritable pôle économique régional.

Produire, transformer et échanger davantage au sein de notre région

C'est ce défi qu'ont tenté de relever près de cent acteurs publics et privés réunis les 6 et 9 mars 2026 à La Réunion et à Maurice. Objectif : passer d'une énième étude à des actions concrètes. Les ateliers s'appuient sur le rapport « Renforcement des échanges économiques entre les îles de l'océan Indien occidental », conduit par Ernst&Young avec le soutien de l'Agence Française de Développement, via un fonds mobilisé par la Direction générale française du Trésor.

Les participants — entrepreneurs, chambres consulaires, institutions et acteurs de l'innovation — ont identifié plusieurs priorités stratégiques. D'abord, l'économie circulaire et la gestion des déchets, secteur crucial pour des territoires insulaires soumis à de fortes contraintes environnementales. Ensuite, la souveraineté alimentaire : produire, transformer et échanger davantage au sein de la région pour réduire la dépendance aux importations lointaines. Enfin, le numérique et l'intelligence artificielle, leviers capables de compenser l'étroitesse des marchés par l'innovation et la montée en gamme.

Préparation du CEO-Summit à Madagascar

Les rencontres se sont tenues au Village by CA Réunion et à United Docks à Maurice, en partenariat

avec les chambres de commerce et le Club Export Réunion. Une prochaine étape est prévue le 8 avril à Madagascar, en amont du CEO Summit — Indian Ocean, afin d'aboutir à un plan d'action régional partagé.

Il s'agit de transformer la proximité géographique en solidarité économique réelle. Tant que nos îles resteront tournées prioritairement vers des centres extérieurs, elles resteront vulnérables aux chocs internationaux et prisonnières d'une dépendance structurelle.

Construire des chaînes de valeur régionale est une exigence de dignité économique. Notre région ne peut plus être un simple espace de transit so. Il doit devenir un espace de production, d'échanges et de coopération. À nous de rompre avec l'inertie et de faire de notre région un moteur, plutôt qu'une périphérie.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

L'océan, avenir économique de La Réunion

Transformer la géographie maritime de l'île en moteur de développement

La crise de l'eau à La Réunion : quand un territoire riche en eau apprend à vivre avec la pénurie

Une île façonnée par l'eau

La Réunion est une île dont l'histoire et les paysages sont intimement liés à l'eau. Les pluies tropicales ont sculpté ses cirques, creusé ses ravines et alimenté les nappes volcaniques qui irriguent encore aujourd'hui le territoire. Durant des siècles, l'eau a structuré la vie réunionnaise, soutenant l'agriculture, guidant l'implantation des populations et dessinant les paysages insulaires.

Dans ce contexte où la générosité des précipitations est remarquable, il pourrait sembler inconcevable que l'île connaisse des difficultés d'approvisionnement en eau.

Pourtant, la réalité s'est imposée : coupures, défiance sanitaire, réseaux défaillants. Dans certaines zones, les habitants stockent l'eau ou achètent des bonbonnes pour s'assurer de la qualité de leur consommation.

La question centrale est alors la suivante : comment un territoire aussi riche en eau a-t-il pu apprendre à vivre avec le risque de pénurie ? Il convient de reformuler la problématique, car la crise réunionnaise de l'eau n'est pas d'abord une crise hydrologique.

C'est une crise politique.

Le confort du mauvais diagnostic

À chaque nouvelle difficulté, la réponse publique suit un schéma bien rodé : l'annonce de nouveaux travaux, le remplacement de kilomètres de canalisations, la mobilisation de budgets conséquents pour la modernisation des réseaux. Ces investissements sont indispensables et nul ne le conteste.

Cependant, ils révèlent un réflexe profondément ancré : réparer les conséquences sans jamais interroger les causes. On soigne les symptômes, mais on n'ose pas diagnostiquer la maladie. Lorsque les mêmes crises se répètent malgré les investissements et les plans d'urgence, il devient légitime de s'interroger sur la nature réelle du problème.

L'empilement administratif

La gestion de l'eau à La Réunion résulte d'un empilement progressif de structures : communes, intercommunalités, syndicats, délégataires, agences publiques. Cette organisation a rendu la gouvernance de plus en plus complexe et peu lisible pour les citoyens. La dispersion des responsabilités aboutit souvent à l'absence de responsable clairement identifié. Ainsi, les décisions sont lentes, les arbitrages difficiles et les crises sont gérées dans l'urgence plutôt qu'anticipées. Injecter de nouveaux financements devient la solution systématique, sans véritable transformation de l'organisation.

Réduire l'eau à la plomberie

Le débat public sur l'eau adopte très souvent un angle strictement technique, centré sur les canalisations, les captages, la pression des réseaux ou les stations de traitement, comme si l'eau relevait uniquement de la compétence des ingénieurs. Cette approche est pourtant réductrice. L'eau conditionne l'équilibre de tout le territoire : agriculture, santé publique, aménagement, protection des écosystèmes, adaptation aux changements climatiques. La politique de l'eau est une

question de civilisation territoriale, et non un simple problème de tuyaux. La dimension stratégique de l'eau ne doit pas être ignorée.

Le cercle du rafistolage

Face à la multiplication des crises, deux stratégies sont envisageables : réparer sans cesse ce qui se casse, ou interroger le système lui-même. Jusqu'à présent, La Réunion a privilégié la première option : remplacement du réseau, sécurisation des captages, nouveaux plans d'investissement. Mais ces réponses s'apparentent parfois à celles d'un ingénieur qui changerait pièce après pièce une machine défaillante sans remettre en cause l'architecture d'ensemble. Or, quand les crises deviennent structurelles, le problème ne vient plus d'un simple tuyau, mais bien du fonctionnement global du système.

L'eau, enjeu stratégique du XXIe siècle

À l'échelle mondiale, l'eau s'impose comme un enjeu géopolitique majeur. Certaines régions devront gérer la rareté, d'autres — comme La Réunion — devront apprendre à gérer l'abondance. Grâce à ses pluies et à ses nappes volcaniques, l'île dispose d'une ressource hydrique exceptionnelle. Dans un contexte de changement climatique, il s'agit d'un avantage stratégique, à condition toutefois de savoir organiser, protéger et distribuer cette ressource de manière cohérente.

La question que l'on évite

La vraie question n'est donc pas de savoir combien de kilomètres de canalisations il reste à remplacer, mais bien de s'interroger sur la pertinence du modèle de gestion actuel, à l'évidence limité. Continuer à réparer sans cesse ses conséquences, c'est prolonger indéfiniment la crise.

Une responsabilité collective

La politique de l'eau ne peut plus être envisagée comme un simple service technique, mais doit devenir une véritable stratégie territoriale. Protéger les bassins versants, organiser les usages agricoles, moderniser les réseaux, anticiper l'urbanisation, restaurer la confiance sanitaire : tous ces enjeux exigent une vision cohérente, inscrite dans la durée. Il s'agit de passer d'une logique administrative à une logique véritablement politique.

Conclusion

La crise de l'eau à La Réunion n'est pas le résultat d'un manque de ressources, mais d'une difficulté à organiser une richesse pourtant exceptionnelle. Les coupures, les polémiques sanitaires et les défaillances des réseaux sont les symptômes d'un problème plus profond. Le défi est collectif : sortir d'un système fragmenté pour élaborer une véritable politique de l'eau. Car au fond, la question n'est pas hydrologique, mais politique.

Et la question centrale pourrait s'énoncer ainsi : comment une île entourée d'océan et arrosée parmi les plus abondamment au monde a-t-elle pu apprendre à vivre avec le doute de son eau ?

David Gauvin

Oté

« Mon komand lé paré sansa lé pré ? » : In kozman pou la rout

Mézami kan mi sava shèrch in komission, miyèm bien li lé paré pars si li lé pa paré sa i dékonsèrte amwin bien, mi diré mèm i kontraye amwin bien. In vandèz la dmann amwin :

Si ou lé kontrayé sé pars oute komann lé pa paré sansa si wi yèm pa k 'i konfonn lo ladzékatif paré avèk lo ladzékatif pré.

Non i fo pa fé prann amwin pou in moune bité konmsa ; Mi oi bien demoune i ansèrv lo mo paré, mé néna in pé i ansèrv lo mo pré. Donk lé pa in késtyonn mo, mé in késtyonn sityassion.

Lé vé mi profèr k'i di « paré »plito »k' « pré » pars « pré » sé in mo mwin la anprété, paré lé dann mon lang é si mwin la pa fé ali mé li apartien mon lang.

Astèr lé pa in késtyonn sanss pars si lo sanss lé la, mwin lé dakor èk sa. Konfonn pa « paré » avèk « pa paré », konm « pré »avèk « pa pré ».

A bon antandèr salu !

Justin